
La formation journalistique en Algérie : Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

Journalism formation in Algeria : Between quantitative progress and the quality problematic

FEDOUL Mohammed^{*1}, MEDJANI Badis²

¹université de Batna1 (Algérie), Mohammed.fedoul@univ-batna.dz

²université de Batna1 (Algérie), badis.madjani@univ-batna.dz

Date de réception: 2021-09-24

Date d'acceptation: 2021-11-22

Résumé

Cet article analyse l'évolution de la formation des journalistes en Algérie depuis l'indépendance à ce jour. Aujourd'hui, quoique des avancées sur le plan quantitatif soient évidentes, néanmoins, le problème de la qualité de formation subsiste encore. Cette problématique nécessite bien un débat et mérite d'attirer davantage les spécialistes. Ainsi, notre objectif n'est pas de faire un simple constat sur l'état des lieux de la pratique journalistique, mais surtout d'essayer de décortiquer le processus de formation des journalistes à travers les différentes périodes historiques, en analysant les causes de la mauvaise articulation entre le volet quantitatif et le volet qualitatif dans la formation journalistique en Algérie

Mots-clés: formation journalistique, pratique journalistique, journalistes, entreprises médiatiques

Abstract

Despite the progress noted in the field of journalism and the extension of its domain, journalism remains an "open" profession to people who have not followed basic or academic training in several countries. In Algeria, as a matter of fact, the number of journalists who have studied in the field of information and communication is increasing. Therefore, this article analyzes the training evolution of the journalists since independence to date, although progress on the quantitative level which is obvious, the quality training problem still remains. This contradictory situation between quantitative progress and the quality of journalistic training attracts our attention, because this problem requires a debate and deserves to attract more specialists.

Keywords: journalistic training, journalistic practice, journalists, media companies.

* Auteur correspondant.

1. Introduction

Le flou qui caractérise l'identité sociale des journalistes du point de vue de la sociologie des professions en Algérie nous incite à poser des questions sur le profil socioprofessionnel de cette catégorie de professionnels. Au demeurant, on ne peut pas comprendre et évaluer la pratique journalistique et définir les rôles des journalistes dans la société et les relations qu'ils entretiennent avec les sources d'informations si on ne procède pas à l'analyse des profils personnel et professionnel de cette catégorie de professionnels. De ce fait, il ne faut jamais se concentrer uniquement sur le rendement des journalistes et négliger un aspect important en l'occurrence la formation journalistique, surtout au moment où des critiques ne se cessent d'être formulées sur la production journalistique, notamment avec l'avènement des multimédias et à l'ère de la globalisation de l'information.

Ainsi, pour comprendre l'évolution de la formation de journalistes en Algérie, il faut d'abord revenir aux premières années postindépendance, voire bien avant. Car, il faut savoir qu'il n'y avait pas avant 1961, une formation spécifique pour les journalistes. L'idée de formation des journalistes a commencé au moment où le Front de Libération Nationale voulait créer une agence de presse.(Zahir IHADDADEN, 2012, p97). Plusieurs journalistes formés durant la période de la guerre de libération nationale ont opté après l'indépendance pour faire une carrière professionnelle dans d'autres secteurs, en l'occurrence dans les domaines de la diplomatie et de l'administration. Ce qui a engendré, bien évidemment, un manque flagrant du personnel journalistique au sein des entreprises médiatiques. (Redouane BOUDJEMAA, 2008, p 13).

Aussi, l'urgence pour les responsables des médias à cette époque est de combler le manque et le déficit quantitatifs dans le secteur de l'information. D'ailleurs, L'Etat algérien était confronté dès le début à d'énormes difficultés à cause de départs d'anciens journalistes et de cadres français qui travaillaient en Algérie avant l'indépendance. (Yamine BOUDEHANE, 2012, p6). Le recrutement de nouveaux journalistes s'était fait d'une façon désordonnée, très souvent sans l'exigence de la qualité. (Zahir IHADDADEN, 2012, p 97).

Mais, en dépit de ces difficultés et ces carences qui ont entravé le processus de formation des journalistes tout au long de cette phase, le nombre des journalistes a augmenté, en revanche, vers la fin des années 1980. A titre illustratif, leur chiffre a dépassé 2000 journalistes en 1988. (Zahir IHADDADEN, 2012, p162). Concernant, la décennie de 1990, il serait vraiment difficile de parler de la formation journalistique en Algérie durant cette période à cause de la crise multidimensionnelle qu' a vécue l'Algérie : crises politique, sécuritaire, économique et le terrorisme, qui ont affecté la société en général et éclaboussé les institutions de l'Etat et les établissements

publics dont les universités et les autres établissements scolaires en particulier.

Actuellement, si aucune statistique fiable n'existe, les observateurs estiment le nombre des journalistes algériens entre 4000 et 6000. Malgré les efforts consentis dans la formation dans ce domaine, plusieurs spécialistes signalent, toutefois, des lacunes dans la pratique journalistique auxquelles se confortent encore les journalistes notamment les débutants. Il y a des différences marquées entre les niveaux d'études ou/ et de formation professionnelle des travailleurs du secteur. Avec les départs à la retraite des « anciens », les jeunes journalistes affichent des diplômes plus élevés, mais souvent déficitaires de formation pratique au journalisme. (Belkacem MOSTFAOUI, 2013, p89).

Il faut dire que le processus de la formation journalistique en Algérie a connu plusieurs étapes et chacune d'entre elles est marquée par un contexte particulier et de différents facteurs influent sur les deux volets quantitatif et qualitatif. Cela nous pousse à poser la question suivante : comment la formation des journalistes a-t-elle évolué depuis l'indépendance à nos jours et quels sont les facteurs influents sur sa qualité durant la même période ?

Et pour répondre à cette question essentielle, nous allons essayer de focaliser notre analyse sur les chapitres suivants :

- 1- La formation journalistique, de l'indépendance aux années 1990
- 2- La formation journalistique à l'ère actuelle
- 3- La problématique de qualité de la formation journalistique en Algérie.

2. La formation journalistique, de l'indépendance aux années 1990

A l'indépendance, il n'y avait pas de vrais journalistes algériens professionnels au sens propre du terme, ou professionnellement parlant, et ce, à cause de nombre très limité de musulmans qui travaillaient dans des journaux français édités en Algérie avant l'indépendance. Et malgré qu'il y avait des journalistes algériens, qui travaillaient dans des journaux étrangers, essentiellement dans des journaux tunisiens, toutefois leur nombre était très réduit.

Par ailleurs, il y avait à cette époque deux groupes de journalistes qui avaient une bonne formation. Le premier groupe est composé de journalistes qui travaillent à l'hebdomadaire El- Moudjahid, qui dépendait du Front de Libération Nationale (FLN). Cependant, et juste après l'indépendance, plusieurs d'entre eux se sont dirigés vers d'autres secteurs professionnels en quittant le secteur du journalisme. Quant au deuxième groupe, il est composé essentiellement de journalistes d'Alger Républicain, qui possédait plusieurs collaborateurs. (Belkacem AHCEN- DJADBALAH, 2014, p 109).

La formation journalistique en Algérie: Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

Selon Zahir Ihaddaden, il n'y avait pas avant 1961, une formation spécifique pour les journalistes. L'idée de formation des journalistes a commencé au moment où le Front de Libération Nationale voulait créer une agence de presse. En 1961, le FLN envoya en Tchécoslovaquie quelques étudiants en stage auprès de l'agence C.T.K, leur formation dura quelques mois et c'est grâce à eux qu'il fut créé l'Agence de presse service. Cependant, la formation de ces étudiants avait plutôt un caractère technique, ils ne furent d'aucun apport au journalisme, puisqu'ils se spécialisent dans la partie technique de l'information. (Zahir IHADDADEN, 2012, p97).

Donc, le déficit était énorme dans le domaine de l'information durant les premières années de l'indépendance. En 1964, un autre stage a été organisé à Alger avec la collaboration de Serge Michel de la C.T.K et de l'O.I.J pour 25 journalistes. Il dura quelques semaines et c'est grâce à certains de ces stagiaires qu'Alger ce Soir fut créé et un premier noyau de journalistes professionnels apparut dans la presse algérienne. (Zahir IHADDADEN, 2012, p 98).

S'agissant du recrutement des journalistes, il est à signaler que les journaux français, qui continuaient à apparaître durant les premières années après l'indépendance ont commencé à recruter des algériens. Mais, cette opération de recrutement se faisait dans la précipitation. (Belkacem AHCEN-DJABALLAH, 2014, p 109). Plusieurs journalistes formés durant la période de la guerre de libération nationale ont opté après l'indépendance pour d'autres secteurs, en l'occurrence la diplomatie et l'administration, ce qui a engendré un manque flagrant du personnel journalistique au sein des entreprises médiatiques. Cette conjoncture a obligé par conséquent les responsables des médias à recruter des jeunes journalistes sans leur exiger des compétences professionnelles nécessaires quant à l'exercice de ce métier. (Redouane BOUDJEMAA, 2008, p 13).

Le recrutement de nouveaux journalistes s'était fait d'une façon désordonnée, très souvent sans l'exigence de la qualité. (Zahir IHADDADEN, 2012, p 97). L'urgence pour les responsables des médias de cette époque est de combler le manque et le déficit dans le secteur de l'information. L'Etat était confronté à d'énormes difficultés à cause des départs d'anciens journalistes et de cadres français. Ce qui a poussé, en effet, les responsables à se pencher en priorité sur la manière de résoudre le problème de l'effectif et de former aussi les journalistes quant à l'utilisation de la langue arabe (Yamine BOUDEHANE, 2012, p6). Car à cette époque le manque de journalistes maîtrisant la langue arabe était flagrant.

En 1965, les différentes entreprises d'information dépendantes du parti du FLN ont organisé plusieurs conférences et ateliers de formations, qui ont duré plusieurs mois afin d'améliorer le niveau professionnel des journalistes.

Outre le recours aux compétences étrangères invitées à participer et diriger ces stages de formations au profit des journalistes algériens durant les années 1970 et 1980, l'Etat a décidé parallèlement de créer l'Ecole supérieure du journalisme à travers le décret de 21 décembre 1964. Cet établissement s'intéresse beaucoup plus à la formation académique des journalistes (Amel MAAIZI, 2015, pp93-94).

Cette école dont la première promotion est sortie en 1967, a permis grâce à un cursus de trois au début et de quatre ans à partir de 1973, de mettre à la disposition du secteur de l'information de jeunes journalistes. En 1976, cet établissement fut rattaché à l'Institut des sciences politiques pour former tous les deux l'Institut des sciences politiques et d'information. Une moyenne de 20 journalistes sort chaque année de cet établissement à partir du 1967.

Malgré ces efforts, ce nombre ne suffit pas pour pallier au manque, puisqu'il était loin de répondre aux besoins accrus des médias durant cette époque. Ce qui a contraint les responsables des entreprises médiatiques à recruter des diplômés venus des autres secteurs. En 1982, le Congrès de l'Union des journalistes algériens a pu réunir 600 journalistes. En 1980, on dénombrait 116 journalistes qui travaillaient dans El- Moudjahid. Ce chiffre indique une nette progression puisque le journal le Peuple ne disposait que de 11 journalistes « permanents » la veille de sa disparition, en 1965, et qu'El-Moudjahid, au mois d'Août 1965, employait seulement 20 journalistes dont plusieurs stagiaires, 6 maquettistes, 7 photographes et 11 correcteurs (Zahir IHADDADENE, 212, p98).

Par ailleurs, il est nécessaire de signaler que l'Algérie, à l'instar de plusieurs pays arabes, a connu un retard important en matière de formation des journalistes. La véritable formation réelle dans la plupart de ces pays n'a commencé que tardivement à partir des années 1960. D'ailleurs, beaucoup de pays arabes ont adopté le même modèle européen, puisque les écoles, les instituts, les départements et les facultés d'information s'intéressaient à offrir des formations beaucoup plus théoriques que pratiques.

En Algérie, en dépit de l'amélioration enregistrée dans la formation journalistique sur le plan quantitatif, comparativement aux premières années de l'indépendance, et malgré que les journaux aient tout fait pour consolider leurs capacités en matière rédactionnelle, néanmoins, le manque dans ce domaine est flagrant. Les journaux du Parti fonctionnaient avec un nombre très réduit. En 1982, El- Moudjahid hebdomadaire, en avait 16 journalistes alors que Révolution africaine en avait que 20.

Ces lacunes et ces insuffisances sont le résultat de l'instabilité qui n'a cessé de caractériser le monde des journalistes. Ceux-ci, il faut bien le dire, ne sont pas dans l'ensemble de véritables professionnels. Ce sont des stagiaires qui cherchent à découvrir le métier, en se déplaçant d'un organe à

La formation journalistique en Algérie: Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

l'autre et puis finissent par abandonner. De sorte que ce secteur est perpétuel renouvellement, ce qui nuit naturellement à la production de l'information et empêche la constitution de spécialistes bien rodés à leur travail. (Zahir IHADDADEN, 2012, p99).

En revanche, il est faut bien souligner également que les départs des journalistes vers d'autres secteurs n'est pas un phénomène spécifique à l'Algérie, étant donné que ce même phénomène existe bel et bien dans d'autres pays en voie du développement. Selon Zahir IHADDADEN, les principales causes de ces départs en Algérie durant cette période sont entre autres l'incompatibilité entre la qualité de formation et la pratique journalistique sur le terrain et la découverte par le journaliste des obstacles de la profession. De ce fait, le journaliste qui rêve de ce métier découvre avec beaucoup d'amertume une fois qu'il l'exerce sur le terrain qu'il est entouré de mythes.

Ce constat est valable également pour les journalistes recrutés dans le secteur de journalisme, n'ayant pas suivi des études en journalisme comme spécialité de base. Ajoutons à cela, l'absence d'une définition claire du statut du journaliste et de l'information dans le pays, décourage les plus tenaces. Ce vide empêche toutes les ambitions légitimes de s'affirmer et ferme ainsi toutes les perspectives d'avenir. (Zahir IHADDADEN, 2012, p99).

En plus de ces points signalés antérieurement, la formation des journalistes en Algérie durant cette période était soumise au contexte politique, aux orientations idéologiques du système en place et aux choix stratégiques du pouvoir. Ce qui a engendré une politique de formation selon les besoins de cette époque, et qui sont réduits exclusivement à la propagande.

Malgré les difficultés et les carences qui ont entravé le processus de formation des journalistes tout au long des années 1960 et 1970, le nombre des journalistes, a connu, tout de même un léger un renforcement vers la fin des années 1980. A titre illustratif, leur chiffre a dépassé 2000 journalistes en 1988. Ces journalistes sont divisés en deux groupes selon leurs tendances idéologiques : le premier groupe, comptait moins de journalistes et intégré dans l'administration, il est formé de journalistes exerçant des postes de responsabilité dans la rédaction et la plupart d'entre eux étaient des militants dans le Front de libération nationale. Quant au deuxième groupe, il est composé de journalistes adhérents au mouvement des journalistes algériens. (Zahir IHADDADEN, 2012, p162)

Zahir IHADDADEN récapitule les différents problèmes qu'ont connus les départements de l'Information et la communication en Algérie durant les années 1960, 1970 et le début des années 1980 :

- problèmes liés à l'organisation et au statut administratif du département de l'information rattaché aux autres départements,

- des problèmes engendrés par les programmes et les canevas et leur incompatibilité avec les nouvelles recherches et découvertes,

- des difficultés auxquelles sont confrontés les étudiants et les chercheurs, notamment le déficit et le manque d'ouvrages en langue arabe, l'absence des études du terrain et de données dans ce domaine concernant les pays arabes, - des problèmes d'encadrement pédagogique causés par l'absence de spécialistes dans des nouvelles matières introduites dans les canevas et les programmes de formation,

- des problèmes générés par la mauvaise relation entre les départements de l'information et les entreprises des médias et l'absence de lois et de conventions entre les deux parties pour encourager la collaboration et la coopération entre elles.

- des obstacles rencontrés dans les études du terrain particulièrement en matière de communication avec le public et l'insuffisance des outils nécessaires pour l'exploitation de leurs résultats (Zahir IHADDADEN, 2012, p162).

S'agissant des années 1990, il est vraiment difficile de parler de la formation journalistique en Algérie durant cette période à cause des crises politique, sécuritaire, économique et le terrorisme, qui ont affecté la société en général et éclaboussé les institutions de l'Etat dont les universités et les autres établissements scolaires en particulier. Donc, la priorité pour les entreprises médiatiques et les journalistes durant cette période cruciale n'était pas la formation, mais et surtout comment se défendre et se protéger contre les menaces dont ils faisaient l'objet. D'ailleurs, même les universités n'ont pas été épargnées par la violence et les affaires du terrorisme, vu qu'elles ont perdu beaucoup de leurs cadres, soit à cause des menaces et des assassinats ayant touché directement le corps enseignants universitaires, ou à cause des départs et de la fuite de plusieurs d'entre eux vers l'étranger. Ce qui a créé un véritable problème d'encadrement au sein des universités.

3. La formation journalistique à l'ère actuelle

Aujourd'hui, si aucune statistique fiable n'existe, les observateurs estiment le nombre des journalistes algériens entre 4000 et 6000.(Belkacem MOSTFAOUI, 2013, p 87). Selon AHCEN-DJABALLAH Belkacem, on recense jusqu'à 2012, près de 6000 journalistes, dont la majorité (environ 4000 journalistes) travaille dans le secteur de la presse écrite privée.(BelkacemAHCEN-DJABALLAH, 2014, p 130). De sa part, Abelali REZAGUI, estime qu'il y a en 2012, 4000 journalistes dont 1200 sont des femmes. Lors d'une déclaration à la presse en novembre 2015, le ministre de la communication a jugé que le nombre des journalistes possédant une carte

La formation journalistique en Algérie: Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

de journaliste professionnel dépasse les 4000 (El-Khabar, 13 novembre 2015, p3).

En dépit de ces petites divergences à propos des chiffres avancés, néanmoins, tout le monde est unanime sur le fait que le nombre des journalistes a sensiblement augmenté après l'instauration du multipartisme et surtout l'ouverture du secteur de la presse écrite aux privés, notons que leur nombre ne dépassait pas les 2000 à la fin des années 1980.

Aussi, dans le volet de la formation toujours, la faculté de l'information et de la communication de l'université d'Alger³, pour ne citer que celle-ci, - du fait qu'elle est la plus ancienne en Algérie-, a connu un véritable essor. Cet établissement a enregistré 2200 étudiants inscrits uniquement pour la première année licence information et communication durant l'année universitaire 2014-2015, sans compter les autres inscrits en graduation et post-graduation. Le corps enseignants a connu aussi une évolution remarquable, que ce soit sur plan quantitatif ou qualitatif. Le nombre du corps enseignants dans la même faculté (tous algériens) a atteint 200 enseignants en 2015, dont 28 professeurs, 25 maîtres de conférences classe A, 14 maîtres de conférences classe B, 92 maîtres assistants A et 34 maîtres assistants B. (Ahmed HAMDI, 2015, p13).

Outre la formation dispensée par la faculté de l'information d'Alger, la plupart des universités algériennes ont, dès l'année 2010, lancé des formations en journalisme. A cela, on peut ajouter le lancement de d'une école supérieure spécialisée en journalisme et en sciences de l'information d'Alger à partir de 2009. Cette dernière dispense des formations spécialisées en journalisme pour les étudiants en master.(Belkacem AHCEN-DJABALLAH, 2014, p 130).

3. La problématique de qualité de la formation journalistique en Algérie

Malgré les efforts consentis dans la formation dans ce domaine, plusieurs spécialistes signalent toutefois des lacunes dans la pratique journalistique auxquelles se confortent encore les journalistes surtout les débutants. D'après Belkacem MOSTFAOUI, il y a des différences marquées entre les niveaux d'études ou/ et de formation professionnelle des travailleurs du secteur. Avec les départs à la retraite des « anciens », les jeunes journalistes affichent des diplômes plus élevés, mais souvent déficitaires de formation pratique au journalisme.(Belkacem MOSTFAOUI, 2013, p89).

Le manque du professionnalisme dans l'exercice du journalisme est réel. Les patrons de la presse se plaignent de la qualité de formation des jeunes journalistes. Ces derniers, bien souvent formés en langue arabe, ne maîtrisent guère ni l'outil linguistique, ni les éléments de base du métier, arrivent de

l'université dans un marché dominé par la presse francophone.(Achour CHEURFI, 2010, p 167).

En ce qui concerne la maîtrise des langues étrangères notamment la langue française qui s'impose dans le secteur du journalisme en Algérie depuis l'indépendance, Ourida AMRANI, remarque que depuis la généralisation de la langue arabe nationale et officielle (« voir la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, portant généralisation de l'utilisation de la langue arabe » et l' « ordonnance n° 96-30 du 21 décembre 1996 modifiant et complétant cette loi »), le français langue officielle a changé de statut en devenant langue étrangère. Dès lors, les étudiants avaient le choix de s'inscrire au module de français, langue étrangère ou au module d'anglais qui existait déjà. C'était chaotique, car arrivés au Magistère, les étudiants n'ayant pas eu de professeurs de français ou d'anglais au cours de leur cursus en licence s'inscrivent dans l'une ou l'autre des disciplines sans avoir aucune base. C'était du bricolage !(Ourida AMRANI, 2015, p23).

Encore, il faut indiquer le manque des centres d'apprentissage en journalisme. Et même ceux qui existent ne sont pas assistés ou accompagnés par l'Etat et leur nombre est insuffisant pour répondre à la demande, que ce soit sur le plan quantitatif ou qualitatif. Comme, il faut bien savoir que les compétences avérées ne sont pas obligatoirement et exclusivement issues de facultés ou de départements de l'information et de la communication surtout quand on sait le faible niveau de formation académique de l'université algérienne. Car si on n'a pas la volonté, l'ambition et le talent, la formation académique et théorique ne sert à rien. Puisque, beaucoup d'exemples de bons journalistes algériens ne sont pas des diplômés des facultés de journalisme. Quelques-uns sont venus de spécialités typiquement techniques et la majorité est issue des autres spécialités en sciences humaines et littéraires. (Mohamed YAAKOUBI, 2012, pp 33-34).

Selon plusieurs chercheurs, les critiques soulevées concernant les diplômés des départements de facultés de journalisme dans les pays arabes y compris l'Algérie sont résumés dans les points suivants :

- La non maîtrise convenable de la langue de travail
- Le manque d'une grande culture générale
- La faiblesse de talent des journalistes
- La non-maîtrise parfaite de l'utilisation des nouvelles technologies au profit de la profession

Il est nécessaire d'indiquer une autre vérité qui concerne la presse algérienne : le manque d'intérêt et de considération accordés à la formation continue. Les responsables des entreprises médiatiques publiques et privées ne s'intéressent pas beaucoup à ce genre de formation, pourtant très

La formation journalistique en Algérie: Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

indispensable pour les journalistes. Au moment où ces mêmes responsables investissent dans l'acquisition du matériel et des imprimeries, on ne voit que rarement des initiatives émanant de ces entreprises pour l'organisation des stages et des séminaires de formations et de recyclage au profit de leurs journalistes notamment les débutants. Contrairement aux entreprises médiatiques dans des pays développés qui consacrent une partie de leurs ressources financières à la formation et le recyclage, les entreprises médiatiques algériennes ne s'y intéressent pas beaucoup. Donc, les expériences démontrent que la pratique journalistique mal encadrée se reproduit avec les mêmes fautes et les mêmes insuffisances.

Une bonne formation journalistique nécessite aussi une bonne maîtrise d'outils technologiques. Cette dernière garantit deux choses essentielles qui renforcent le professionnalisme. La première est la connaissance réelle de la spécificité du média dans lequel travaille le journaliste. Justement et concernant ce volet, les contenus journalistiques qu'offrent les médias ne reflètent pas suffisamment cette connaissance. La deuxième chose consiste en la bonne connaissance des genres journalistiques, qui permet au journaliste de mieux traiter l'information, et de distinguer entre l'information et le commentaire (Nacer-Eddine ELAYADHI, 2009, p9).

S'agissant de la mauvaise articulation entre la formation académique et la réalité de la pratique journalistique sur le terrain, il faut signaler que ceci ne constitue pas un problème propre à l'Algérie, puisque ce phénomène existe, bel et bien, dans beaucoup de pays. En tous cas, la formation continue est très importante dans ce domaine, puisqu'elle permet aux journalistes à se mettre à jour et d'être au diapason des changements qui se produisent rapidement dans plusieurs domaines. Malgré cette importance, en Algérie malheureusement, plusieurs entreprises médiatiques ignorent ce volet important. Beaucoup de journalistes croient que leur expérience et leur pratique du métier sur le terrain suffisent, parce qu'ils estiment que le contact avec leurs différentes sources d'information les aide à améliorer leur niveau et remplace la formation continue. Ajoutons à cela, ils sont nombreux ceux qui trouvent des excuses et de prétextes dans le manque de temps pour ne pas suivre des formations continues.

Par ailleurs, il y a une autre partie de journalistes, notamment ceux qui se disent spécialistes, se montrent sceptiques et ne reconnaissent guère leur besoin en formation. Ceci dit, la reconnaissance de ce besoin peut se comprendre comme quoi une reconnaissance de leur manque et leur faiblesse et leurs incompétences. De ce fait, ils ont peur d'être marginalisés par leurs responsables. Donc, le problème pour de nombreux journalistes est beaucoup plus psychologique et intellectuel qu'autre chose (Jean Marie CHARON, 2007, p165).

Dan

champs journalistiques. La formation continue aide le journaliste à mieux maîtriser son réseau de sources d'information afin d'offrir au public des informations complètes et bien étoffées. La spécialisation dans un domaine particulier dans la presse écrite produit ce qu'on appelle le rubricard, ce que nous trouvons d'ailleurs même dans l'audio-visuel. La complexité dans certains domaines journalistiques impose la spécialisation dans un seul domaine. C'est pour cela que nous trouvons dans la médecine, par exemple, plusieurs spécialités (diagnostic, traitement, analyses, prévention, économie de la santé...), chose qui ne permet pas bien évidemment à un seul médecin d'écrire dans toutes ces spécialités. Ainsi, il serait très difficile d'imaginer par exemple un journaliste ayant une formation ou une simple connaissance dans ces domaines d'être chargé d'écrire sur toutes les affaires touchant à la santé. Ceci est pratiquement impossible (Jean Marie CHARON, 2007, pp 166-167).

Conclusion

D'après l'analyse précédente, nous nous rendons compte que la formation journalistique en Algérie épreuve encore de difficultés et des lacunes, surtout en ce qui concerne la formation pratique. Cependant, ce que nous pouvons signaler à ce propos, c'est l'avancée remarquable sur le plan qualitatif. Aujourd'hui, le défi demeure, bien évidemment, la manière qui permettra d'atteindre une formation de qualité et du haut niveau au profit des étudiants en journalisme.

Nous pouvons dire que l'objectif ayant trait au volet quantitatif est acquis, et ce, après les efforts consentis dans ce sens par les universités depuis quelques années. Par ailleurs, il ne faudrait jamais incomber toute la responsabilité du manque de formation aux universités. Car, le constat est loin d'être reluisant même pour de nombreux départements de l'information et de journalisme dans plusieurs universités algériennes.

Plusieurs d'entre eux manquent terriblement de moyens, d'outils pédagogiques et du matériels nécessaires, tels que les laboratoires, les studios adéquats pour dispenser une formation de qualité aux étudiants. L'inexistence de conventions entre beaucoup de départements de l'information ou les universités et les entreprises médiatiques influe négativement sur la formation des étudiants. Au demeurant, toutes les parties sont concernées, elles doivent assumer entièrement leur responsabilité afin d'améliorer la qualité de formation, en commençant par les universités en arrivant aux entreprises médiatiques.

D'ailleurs, celles-ci, sont appelées plus que jamais à fournir davantage plus d'efforts pour encadrer les journalistes notamment les débutants, et de se concentrer encore sur la formation continue de leur journalistes, puisqu'il ne

La formation journalistique en Algérie: Entre progrès quantitatif et la problématique de qualité

faut jamais compter uniquement sur la formation académique assurée par les universités pour espérer d'améliorer le rendement des journalistes sur le terrain. Consolider la pratique journalistique passe inéluctablement par une bonne volonté de toutes les parties concernées pour assumer leurs responsabilités, et chacune d'entre elles doit assumer sa mission et s'engager sincèrement pour tirer le métier du journalisme vers le haut, ce qui lui permettrait de jouer son véritable rôle dans la société .

Références

1. Achour CHEURFI (2010), La presse algérienne (genèse, conflits et défis), Casbah éditions, Alger .
2. Belkacem AHCEN-DJABALLAH (2014), Economie de la presse et des médias, Office des publications universitaires, Alger.
3. Belkacem MOSTFAOUI (2013), Médias et liberté d'expression en Algérie, El Dar El Outhmania, Alger.
4. Jean Marie CHARON (2007), Les journalistes et leur public le grand malentendu, éditions Vuibert, Paris.
5. Ourida AMRANI (2015), L'enseignement des langues étrangères dans le domaine des sciences de l'information et de la communication, de 1964 à 2014 en Algérie, état des lieux et perspectives, Revue algérienne de la communication, n° 24, 2^{ème} semestre.
6. Zahir IHADDADEN (2012), L'information en Algérie de 1965 à 1982, Office des publications universitaires, Alger.
7. أحمد حمدي (2015)، المجلة الجزائرية للاتصال، العدد 24، السداسي الثاني.
8. أمال معيزي (2015)، الصحفي الجزائري والحق في الوصول إلى مصدر المعلومة، دراسة في القوانين الجزائرية (1982، 1990، 2012)، المجلة الجزائرية للاتصال، العدد 24، السداسي الثاني.
9. اليامين بودهان (2012)، الممارسة الإعلامية في الجزائر في ظل المواجهة بين السياسيين والإعلاميين، مجلة الاتصال والتنمية، العدد الخامس، بيروت، لبنان..
10. جريدة الخبر، العدد 7970 الصادر في 13 نوفمبر 2015.
11. رضوان بوجمعة (2008)، الصحفي والمراسل الصحفي في الجزائر، دراسة سوسيو- مهنية، دار طاكسيج كوم، الجزائر.
12. زهير إحدادن (2012)، الصحافة المكتوبة في الجزائر، ديوان المطبوعات الجزائرية، الجزائر..
13. عبد العالي رزاق (2013)، المهنة صحفي محترف، قوانين الإعلام وأخلاقيات الصحافة في 22 دولة عربية، دار هومة، الجزائر.
14. محمد يعقوبي (2012)، أوجاع صحفي، دار الشروق للإعلام والنشر، الجزائر.
15. نصر الدين العياضي (2009)، اقترابات نظرية من الأنواع الصحفية، ديوان المطبوعات الجامعية، الجزائر.